

CHU : l'ex-directeur est toujours en poste



Mis en cause dans un livre évoquant la coûteuse rénovation de son logement de fonction, l'ancien patron de l'hôpital de Caen reste directeur-adjoint. Mais il est en congés. Son successeur renforce la vigilance financière.

Joël Martinez n'est plus directeur du CHU de Caen. Mis en cause dans le « Livre noir des hôpitaux » pour la rénovation de son logement de fonction qui aurait dépassé les 800 000 €, il a annoncé sa démission le 11 mars dernier.

Le responsable de 60 ans reste toutefois en poste. Ainsi en a décidé le ministère de la Santé. Il l'a nommé directeur-adjoint au sein de l'hôpital caennais, dans l'attente des conclusions de l'Igas (Inspection générale de l'administration sociale). Joël Martinez continue de percevoir un salaire, peut occuper son logement rénové mais n'est plus présent au CHU : « **Il est en congés annuels** », indique la direction.

Traitement de faveur pour le cadre hospitalier ? Non. L'administration avait également attendu un jugement du tribunal correctionnel avant de prononcer des mesures internes pour six employés impliqués dans des vols de matériaux, entre 1993 et 2005.

Reste que la situation de l'ancien directeur « **choque le personnel**, témoigne Jacky Rouelle, du syndicat Force ouvrière. **C'est vrai qu'un individu est présumé innocent tant que sa culpabilité n'est pas prouvée, c'est le droit français. Mais le ministère aurait pu trouver un autre arrangement. Notamment qu'il se loge rapidement ailleurs.** »

Déficit creusé

La nouvelle nomination passe d'autant plus mal que le CHU, lors de son dernier conseil d'administration, a annoncé un déficit financier de 13 millions d'euros. Au lieu de 8 prévus dans le plan de retour à l'équilibre adopté en 2008, sur un budget global de 480 millions.

Dans son rapport de décembre 2006, la Chambre régionale des comptes constatait déjà que « **la situation financière du CHU se dégrade depuis 2000** », comme de nombreux établissements en France. Essentiellement en raison des dépenses de personnel. La chambre s'interrogeait aussi « **sur la fiabilité des comptes** ».

Des efforts ont pourtant été faits « **puisque 200 postes ont été supprimés et qu'il va y avoir encore 150 départs volontaires**, calcule Force ouvrière. **De plus, l'activité globale du CHU a grimpé de 5 % l'an passé.** »

Politique de transparence

Le directeur par intérim, Daniel Moinard, semble afficher une « **politique de transparence** », selon certains syndicats. Il a commandé un audit sur la gestion du personnel : plus de 5 000 employés et près de 1 500 médecins. Il a également « **considérablement resserré** » la vigilance autour des signatures de contrats d'achats : au-delà de 90 000 €, c'est le directeur lui-même qui apposera son paraphe.